

# Ligne Paris-Nevers, l'unité dispersée

■ La région Centre semble unanime pour sauver ses trains Intercités menacés par le rapport Duron, transmis au ministre des Transports.

Mardi matin, François Bonneau, président de la région Centre Val de Loire, François Patriat, président de la région Bourgogne, Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret et Gaëtan Gorce, sénateur de la Nièvre, ont rencontré Jean Mallot, conseiller d'Alain Vidalies, secrétaire d'État aux Transports.

Ils émettent un communiqué commun : « Nous avons lors de cet entretien indiqué notre opposition à la proposition de transfert de l'exploitation de la ligne Paris-Nevers de l'État vers les Régions.

Nous avons indiqué que la commission forge son analyse non pas sur la liaison dans son ensemble mais en parcellisant l'offre (Paris-Montargis, Montargis-Cosne, Cosne-Nevers) et ne prend pas en compte les relations pendulaires quotidiennes des habitants de chacune des villes desservies qui vont travailler à Paris.

Nous avons à l'issue de cet entretien qui a duré près d'une heure le sentiment d'avoir été compris et attendons les annonces que le gouvernement devra faire non plus le 3 mais le 7 juillet prochain. »

## **Gauche le matin, droite l'après-midi**

Si le matin, la délégation de présidents de région et de sénateurs appartenait au PS, les parlementaires UMP-LR se sont rendus au ministère l'après-midi.

Une délégation composée de Jean-Pierre Door, Claude de Ganay et d'autres parlementaires de Seine-et-Marne et du Loiret.

Cette délégation a été reçue par le même conseiller Jean Mallot. Les mêmes questions ont été abordées.

« Nous avons reçu l'assurance qu'il n'y aurait pas de fermeture de la ligne », insiste Jean-Pierre Door, lequel a fait valoir que contrairement à ce qui était mentionné dans le rapport Duron, la ligne est utilisée à des fins professionnelles et sanitaires, et moindrement de loisirs.